



PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE
Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des enquêtes publiques et installations classées
n° 668

ARRÊTÉ

du 27 août 2018 portant prescriptions complémentaires à la société SINIAT à OTTMARSHEIM en référence au titre Ier du livre V du code de l'environnement

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives, et notamment les articles R.181-45 et R.181-46 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** les actes administratifs délivrés antérieurement et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 012129 du 30 juillet 2001 ;
- VU** les résultats du contrôle inopiné des rejets atmosphériques du site, en date du 13/07/2016 ;
- VU** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, suite à la visite d'inspection du 05/04/2018 ;
- VU** le courrier de l'exploitant, en date du 7 juin 2018 ;
- VU** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, en date du 15 juin 2018 ;
- VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 5 juillet 2018 ;

CONSIDÉRANT que le niveau des émissions atmosphériques de mercure mesuré en 2016 lors du contrôle inopiné et en 2017 lors des investigations menées par l'exploitant, justifie la mise en œuvre d'un programme de surveillance ainsi que la définition et la mise en place d'un programme de réduction des rejets ;

CONSIDÉRANT que les éléments à la disposition de l'inspection sont insuffisants pour apprécier l'impact des émissions atmosphériques de mercure actuelles sur l'environnement et les populations ;

APRÈS communication du projet d'arrêté à l'exploitant :

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Champ d'application

La société SINIAT, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 500 rue Marcel Demonque à Avignon, est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants pour l'exploitation de ses installations d'Ottmarsheim.

ARTICLE 2 - Modification des actes administratifs antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées, supprimées ou complétées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral n°012129 du 30 juillet 2001	Article 17	Modifié par l'article 6 du présent arrêté

ARTICLE 3 - Programme de surveillance des émissions atmosphériques

Le flux horaire et la concentration en mercure sont mesurés sur les émissions atmosphériques du four de cuisson mensuellement dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Les analyses sont réalisées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse.

Leur fréquence pourra être modifiée, sur demande justifiée de l'exploitant, en fonction de l'évolution du niveau des émissions liée à l'avancement du plan de réduction prescrit à l'article 6.

ARTICLE 4 - Étude technico-économique du traitement des émissions atmosphériques en mercure du four de cuisson

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées **pour le 31 décembre 2018** une étude relative à la faisabilité technique et économique de la mise en œuvre d'un procédé de traitement des émissions atmosphériques de mercure issues de la cuisson du gypse artificiel.

Cette étude précisera dans les conditions de rejet de l'installation :

- les procédés de traitement des émissions atmosphériques de mercure envisageables ;
- leur faisabilité technique.

Elle justifiera de la faisabilité économique des procédés de traitement techniquement réalisables au regard des capacités financières du site.

Elle conclura sur la mise en œuvre d'un procédé de traitement des émissions atmosphériques de mercure et proposera le cas échéant un échéancier de réalisation.

ARTICLE 5 - Étude des risques sanitaires liés aux émissions du site

L'exploitant fait réaliser une évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires liés aux émissions, du site selon la démarche décrite dans le guide INERIS d'août 2013 « Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires ».

L'objectif est de disposer d'éléments d'appréciation pour la gestion des émissions du site et de leur impact sur l'environnement. L'étude précisera en particulier :

- le niveau des émissions de mercure dans l'atmosphère ;
- les enjeux locaux de protection de l'environnement et de la santé à partir des populations, des usages et des voies d'exposition constatés ;
- l'état des milieux, leur compatibilité avec les usages constatés ;
- les impacts de l'installation sur la santé des populations voisines.

L'évaluation de l'état des milieux permettra de caractériser le contexte environnemental de l'installation et d'adapter les mesures de gestion des émissions au contexte local.

L'exploitant se positionnera sur l'utilité de mettre en place un programme de surveillance des émissions dans l'environnement au regard :

- du niveau des émissions ;
- des enjeux (populations et/ou usages à protéger) ;
- de l'état des milieux ;
- des niveaux d'exposition estimés au regard des repères de risque.

L'exploitant complètera si nécessaire, en fonction des conclusions de l'étude, son programme d'actions pour réduire ses émissions.

L'exploitant transmet, concernant l'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires liés aux émissions :

- un échéancier détaillé de la réalisation de l'étude, **sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté** ;
- les conclusions finales de l'étude et ses propositions en découlant **dans les meilleurs délais et au plus tard avant le 31 mars 2019**.

ARTICLE 6 - Plan de réduction des émissions atmosphériques en mercure du four de cuisson

L'exploitant substitue partiellement l'emploi, en tant que matière première dans son procédé, du gypse synthétique par du gypse naturel. Cette substitution s'effectue progressivement entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2022 selon l'échelonnement indicatif suivant :

	2019	2020	2021	2022
Gypse synthétique	85%	57%	33%	23%
Gypse naturel	0%	33%	57%	67%
Gypse recyclé	15 %	10%	10%	10%

Le pourcentage final de substitution permettra de respecter les valeurs limites relatives aux émissions atmosphériques de mercure fixées dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé.

L'analyse annuelle des métaux lourds dans les lixiviats n'est plus à réaliser.

ARTICLE 7 - Bilan des actions

L'exploitant transmettra annuellement à l'inspection et **au plus tard pour le 31 mars de l'année en cours** :

- l'état d'avancement et le bilan des actions mises en œuvre sur l'année écoulée (études, mesures, modification du procédé), notamment :
 - l'état de ses connaissances sur les émissions atmosphériques de mercure (mise à jour de la caractérisation des émissions atmosphériques) et leur impact sur l'environnement ;
 - les conclusions partielles ou définitives des études réalisées ;
 - la réduction des émissions atmosphériques de mercure obtenue au regard de la diminution attendue ;
- son programme d'actions actualisé en fonction des résultats obtenus au regard de ceux attendus.

ARTICLE 8 - Mesures complémentaires

Les mesures complémentaires suivantes sont réalisées **pour le 31 mars 2019 au plus tard** :

- trois mesures de débit et de concentration en mercure sur les émissions atmosphériques du séchoir des plaques de plâtre, à trois dates différentes, pour confirmer l'absence de rejets de mercure par cet émissaire ;
- des mesures de la teneur en mercure du plâtre recyclé provenant d'installations extérieures au site, en nombre suffisant pour caractériser la teneur et la variabilité éventuelle du produit recyclé en cet élément.

ARTICLE 9 - FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 10 - SANCTIONS

En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre I du titre VII du livre I du code de l'environnement.

ARTICLE 11 - DIFFUSION

Une copie du présent arrêté est transmise à la mairie d'Ottmarsheim pour y être consultée. Un extrait est affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire d'Ottmarsheim.

Cet arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin.

ARTICLE 12 - TRANSMISSION À L'EXPLOITANT

Copie du présent arrêté est transmise à la société SINIAT qui devra l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

ARTICLE 13 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire d'Ottmarsheim et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'inspection des Installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société SINIAT à Ottmarsheim.

Fait à Colmar, le 27 août 2018

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général

signé

Christophe MARX

Délais et voie de recours

(article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.